

[www.ambafrance-gn.org](http://www.ambafrance-gn.org)

Date : 18/06/12

## Rio + 20

La déclaration du porte-parole du Quai d'Orsay le 15 juin 2012  
Conférence des Nations unies pour le développement durable Rio+20

Vingt ans après le "Sommet de la Terre", " Rio + 20 " rassemblera une très grande majorité de chefs d'Etat et de gouvernement de la planète et sera un moment important pour progresser dans les réponses à apporter aux crises économique et climatique.



La France y plaidera pour un nouveau modèle de développement faisant toute sa place à une économie sociale et solidaire et intégrant dans la création de richesse des objectifs sociaux et éthiques, ainsi qu'une nécessaire transition écologique et énergétique.

Trois moments

1. un comité préparatoire (13 au 15 juin),
2. des journées de rencontre thématiques avec la société civile (16-19 juin)
3. le Sommet (20-22 juin)

Deux sujets

- l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté

## Évaluation du site

Le site Internet de l'ambassade de France en Guinée présente l'institution et diffuse des articles concernant l'actualité diplomatique.

Cible  
Grand Public

Dynamisme\* : 1  
\* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

- le cadre institutionnel du développement durable.

En vue d'un compromis mondial en faveur de politiques de croissance tournées vers le long terme, Rio + 20 devra aussi faire émerger les outils indispensables à leur suivi. Des financements innovants seront nécessaires pour mener à bien l'agenda du développement durable.

Rio pourrait enfin donner aux Nations unies un cadre institutionnel renforcé dans le domaine du développement durable, notamment par la création d'une Organisation des Nations Unies pour l'Environnement afin que, 20 ans après le " Sommet de la Terre ", le développement durable devienne enfin une réalité pour tous.

Enfin, le pavillon de la France à Rio, situé au cœur de l'espace des pavillons nationaux, à proximité du Rio Centro sera le lieu de rendez-vous de la participation française. Il accueillera conférences de presse, forums, émissions sur le plateau TV, ateliers de réflexion autour du thème "Innovation, villes et territoires durables". Ce pavillon est co-piloté par l'État et le Club France Rio+20, organe du **Comité 21**, avec le concours de partenaires publics et privés.

Que défendent la France et l'Union européenne à Rio+20 ?

L'Union européenne (UE) et la France souhaitent un résultat ambitieux à Rio+20 et ont avancé de manière coordonnée pour définir les priorités communes suivantes :

1- le renforcement de la gouvernance internationale de l'environnement :

L'Union européenne (UE) et la France soutiennent la transformation du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) en agence spécialisée des Nations unies basée à Nairobi. Cette agence bénéficierait d'une véritable autorité politique et de ressources stables et pourrait piloter l'agenda environnemental international.

2- le renforcement de la gouvernance internationale du développement durable dans son ensemble, afin d'améliorer les relations entre ses piliers environnemental, social et économique.

3- une " feuille de route " internationale sur l'économie verte et inclusive :

Pour la France et l'Union européenne, Rio+20 doit pouvoir mettre en place, grâce à des actions concrètes et rapides, une économie qui concilie croissance, progrès sociaux et réponse aux défis environnementaux

Enfin, la question des moyens de mise en œuvre (qui regroupent les financements dont l'aide publique au développement, les transferts de technologie, l'aide au renforcement de capacités etc.) sera un débat majeur et difficile à Rio+20. L'aide publique au développement continuera à jouer un rôle central notamment en faveur des pays les plus pauvres et les plus vulnérables mais ne pourra financer l'ensemble des actions nécessaires pour relever les grands défis mondiaux.

Rio +20 sera une étape importante dans la définition de moyens de mise en œuvre plus larges et adaptés : ressources domestiques, financements privés, coopération Sud-Sud et triangulaire... Dans ce contexte, la question des financements innovants sera cruciale et la France y jouera un rôle majeur. En tant que secrétaire permanent du Groupe Pilote sur les financements innovants, elle organisera le side event officiel de l'Etat français sur le thème des financements innovants au service du développement durable qui aura lieu le 22 juin de 13h à 14h30 au Rio Centro.

#### Engagement du ministère des Affaires étrangères à Rio

Acteur engagé dans la préparation de Rio+20 et partenaire officiel du pavillon France, le ministère des Affaires étrangères y organise deux événements :

Le 18 juin à 17h : Les acteurs de la ville durable, démarche de co-construction,

Le 22 juin à 11h30 : Les systèmes de surveillance environnementale dans le circum-Sahara : acquis et perspectives,

Le programme détaillé de ces différents événements, la présentation du side event officiel français sur les financements innovants et l'engagement du ministère pour Rio+20 est accessible sur France Diplomatie :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/en...>

Le porte-parole du Quai d'Orsay

Communiqué de presse conjoint : Ministère des Affaires étrangères, Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Ministère des Outre-mer - Paris 18 juin 2012



A l'occasion d'une journée consacrée aux forêts à la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20), le Groupe national sur les forêts tropicales (GNFT) a présenté hier à Rio un rapport qui vise à faire le point sur les enjeux forestiers tropicaux et définit de nouvelles orientations face aux défis émergents dans les bassins forestiers tropicaux.

#### · Enjeux

► Environ un tiers des forêts françaises sont des forêts tropicales, soit plus de 8 millions d'hectares. Ces forêts tropicales d'Outre-mer recèlent environ la moitié du stock de carbone forestier et plus de 95% de la biodiversité terrestre française.

▶ La France importe des quantités importantes de bois tropicaux, et les forêts tropicales contribuent aux biens publics mondiaux que sont la stabilisation du climat, la conservation de la biodiversité, la sécurité alimentaire et la santé publique.

▶ Les forêts tropicales offrent un potentiel important pour le développement d'une économie verte et inclusive, la lutte contre la pauvreté et la préservation des modes de vie traditionnels dans les pays partenaires de la coopération au développement.

· Bilan de la situation des forêts tropicales et grandes lignes de l'intervention française

Bien qu'en baisse, la déforestation est restée très préoccupante dans les années 2000 avec 13 millions d'hectares de forêts détruits par an. La dégradation des forêts tropicales est également une source d'inquiétude importante, notamment pour la biodiversité et le climat. Face à cette situation, la France reste très engagée en faveur des forêts tropicales avec un niveau d'aide qui a considérablement augmenté ces dernières années, pour atteindre plus de 100 millions d'euros par an. L'Union européenne a signé des accords de partenariat volontaire avec 6 pays tropicaux pour lutter contre le commerce du bois issu de l'exploitation illégale des forêts.

· Point sur les défis émergents et sur les actions nécessaires

Sept thèmes sont approfondis :

▶ la gestion durable des forêts de production ;

▶ les modèles de conservation et de restauration des forêts de protection ;

▶ l'essor des demandes énergétique, alimentaire et minière mondiale et leur impact sur la déforestation ;

▶ les problématiques de légalité et de durabilité dans le commerce du bois tropical ;

▶ les investissements et le financement des externalités environnementales ;

▶ la gouvernance locale, nationale, régionale et mondiale ;

▶ la recherche et l'amélioration des connaissances.

Les progrès en termes d'aménagement et de conservation des forêts tropicales sont notables : 30,6 millions d'hectares de forêts tropicales gérées durablement en 2010, soit 20% d'augmentation en 5 ans, et 20% des forêts tropicales du monde sont sous aires protégées. La création récente des parcs nationaux de Guyane et de la Réunion en sont des exemples remarquables. Il apparaît néanmoins nécessaire d'augmenter les bénéfices sociaux et environnementaux des concessions forestières aménagées et d'encourager d'autres modèles, tel que celui des forêts communales.

Le rapport signale également l'enjeu considérable de la restauration des écosystèmes forestiers dégradés, sachant que la Convention sur la diversité biologique a fixé un objectif de 15% de restauration d'ici à 2020.

La maîtrise de la demande, la certification des filières agroalimentaires et la réduction des gaspillages sont présentés comme les principaux axes de travail pour limiter la pression sur les forêts tropicales générée par la demande alimentaire, énergétique et minière mondiale.

Le rapport soutient la poursuite des efforts, en particulier européens, pour lutter contre l'exploitation illégale de bois et le commerce associé, caractérisés notamment par l'interdiction d'importation de bois illégal sur le marché européen à partir de mars 2013.

La création d'une agence spécialisée des Nations Unies sur l'environnement permettrait de donner un nouveau souffle à la gouvernance mondiale des forêts.

Consultez le rapport complet (en français) ou son résumé (en français, anglais, espagnol et portugais) en ligne :

<http://www.developpement-durable.go...>

Le groupe national de travail sur les forêts tropicales

Le groupe national sur les forêts tropicales (GNFT) est un organe consultatif informel dont l'objectif est de discuter de la doctrine et des orientations françaises sur les forêts tropicales. Créé en avril 2002 dans le sillage de la sixième Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique de La Haye, communément appelée « Sommet des forêts anciennes », ce groupe est piloté conjointement par les représentants des principaux ministères concernés. Les parties-prenantes à ce groupe sont des acteurs du secteur privé (filiale bois, grande distribution, finance), des ONG écologistes et de développement, des représentants des consommateurs et d'élus, des administrations, des établissements publics et des organismes de recherche.

Ce rapport a été élaboré de manière collaborative avec 300 experts représentant 120 organisations différentes à la suite de la conférence nationale sur les forêts tropicales qui s'est tenue les 11 et 12 janvier 2012 à Paris.

Le Communiqué de l'Union européenne :

COMMISSION EUROPEENNE

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Bruxelles, le 15 juin 2012

Prospérité pour beaucoup ou misère pour tous ? À Rio, nous choisirons l'avenir que nous voulons

Dans un peu plus d'une semaine, les dirigeants mondiaux se réuniront au Brésil à l'occasion du sommet Rio+20, afin de décider de l'avenir que nous voulons. Vingt ans après le premier Sommet de la Terre, le thème à l'honneur est l'économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté.

Pourquoi cette conférence est-elle essentielle et pourquoi aspirer à une « économie verte » ? Une économie verte est une économie permettant une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources écologiques. Au sein d'une économie verte, la croissance est stimulée par les investissements, qui diminuent la pression sur l'environnement et les services que celui-ci nous fournit tout en augmentant l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources.

En d'autres termes, et pour citer un diplomate africain : c'est notre propre stratégie de survie. L'économie verte est l'un des moyens pour parvenir au développement durable ; c'est une stratégie qui a pour but d'engendrer de la prospérité tant pour les hommes que pour la planète, aussi bien aujourd'hui que demain. Sans équité sociale, pas de développement durable. Sans une bonne gestion des ressources naturelles dont nos économies dépendent, pas de croissance. Nous avons besoin du développement durable pour engendrer la prospérité pour beaucoup, et non la misère pour tous.

Nous avons réalisé des progrès considérables depuis 1992, mais ce n'est manifestement pas suffisant. Chaque jour, des millions de personnes souffrent encore de la faim. Si nous continuons à exploiter nos ressources au rythme actuel, il nous faudra l'équivalent de plus de deux planètes pour subvenir à nos besoins d'ici à 2050, et nombreux sont ceux dont les aspirations à une meilleure qualité de vie ne seront pas comblées.

Dans nos sociétés, ce sont les plus pauvres qui pâtiront d'une utilisation non durable des ressources, puisque leurs vies et leurs moyens de subsistance dépendent directement de l'eau, de la terre, des mers, des forêts et du sol. On assiste actuellement à l'émergence de nouveaux enjeux qui constituent un risque sérieux pour le développement durable, du changement climatique à la rareté croissante de l'eau, en passant par notre faible capacité de résistance aux catastrophes naturelles et par l'appauvrissement de la biodiversité et des écosystèmes.

Cependant, nous disposons des instruments pour relever ces défis et pour en exploiter le potentiel positif. De nombreux pays ont la possibilité de faire un bond vers des systèmes et des technologies efficaces qui leur permettraient d'exploiter leurs ressources, des forêts à la biodiversité, de la terre aux minéraux, d'une façon durable et à même de supporter l'augmentation de la consommation. On estime qu'entre 70 et 85 % des possibilités de stimuler la productivité des ressources se trouvent dans les pays en développement. Les pays qui



apprendront à exploiter leur capital naturel avec intelligence et dans une optique durable seront les grands gagnants de demain. D'après un rapport de l'Organisation internationale du travail, le passage à une économie plus verte permettrait de créer de 15 à 60 millions d'emplois supplémentaires dans le monde au cours des deux prochaines décennies et de sortir des dizaines de millions de travailleurs de la pauvreté.

C'est la raison pour laquelle l'Union européenne continuera de se battre pour que Rio+20 aboutisse à des résultats ambitieux et ciblés. Nous voulons enclencher quelque chose d'irréversible ; quelque chose qui ait un réel impact sur la vie des gens. Au bout du compte, le thème central de cette conférence, c'est l'homme ; c'est nous, c'est notre avenir. Nous avons proposé des buts et des objectifs liés aux ressources naturelles clés qui sont à la base de l'économie verte : l'eau, les océans, la terre et les écosystèmes, les forêts, l'énergie durable et l'efficacité des ressources, y compris des déchets. Ces objectifs sont essentiels à la croissance durable et indissociables des questions de sécurité alimentaire, de diminution de la pauvreté et du développement social. Ces objectifs devraient amener le secteur privé à investir, stimuler l'innovation technologique et créer de l'emploi. L'un des résultats escomptés de Rio est l'introduction de la durabilité dans les rapports annuels des grandes entreprises privées cotées en bourse avec, le cas échéant, l'obligation d'expliquer pourquoi elles ne le font pas. La Banque mondiale a déjà lancé une initiative intéressante, dans laquelle les entreprises utilisent des mécanismes de comptabilité environnementale dans leurs statistiques. Cela pourrait être le début d'une nouvelle réalité, une réalité où le capital naturel a de l'importance et la durabilité de la valeur. Mais il est certain que le changement n'aura pas lieu sans la participation de tous. Ce sont non seulement les responsables politiques qu'il faut convaincre, mais c'est aussi les entreprises, la société civile et les individus qu'il faut impliquer.

Si de nombreux pays sont plus prospères aujourd'hui qu'il y a vingt ans, les plus pauvres de ce monde auront toujours besoin d'aide afin d'avoir accès à l'éducation, à des infrastructures correctes et à des compétences. C'est pourquoi l'UE reste le premier donateur mondial d'aide. En 2011, nous avons versé 53 milliards d'euros à l'aide au développement – plus de la moitié de l'aide versée dans le monde entier. Et c'est pour cette raison que nous tiendrons nos promesses. Malgré la crise financière actuelle, les pays de l'UE ont récemment réaffirmé leur engagement, ce qui se traduira par une importante aide au développement supplémentaire d'ici à 2015, et notamment pour des projets liés aux résultats de Rio.

Alors, quel est l'avenir que nous voulons ? Voici la réponse de Brittany Trilford, Néo-Zélandaise âgée de 17 ans, la gagnante du concours « L'avenir que nous voulons » qui s'adressera aux dirigeants à Rio : « Honnêtement, je serais déjà heureuse d'avoir un avenir. Et que cela soit garanti. Actuellement, ce n'est pas le cas. » Ce n'est pas seulement de l'avenir de la génération de Brittany et des générations futures dont il est question. Il est aussi question de nous, car c'est notre propre avenir que nous risquons de compromettre si nous ne réussissons pas à résoudre le problème des ressources limitées, du développement non durable et de la pauvreté de masse. Ne gâchons pas notre chance de choisir le type d'avenir que nous voulons.... tant qu'il est encore temps.

Janez Potočnik est le membre de la Commission européenne chargé de l'environnement